

Un massacre sans précédent a commencé à Alep. Dans les quartiers repris, les milices d'Assad et ses alliés exécutent les familles maison par maison, ou brûlent les maisons avec les gens dedans.

Lina Shamy, une jeune femme présente sur place, raconte le 13 décembre , mardi dernier, que le reste des civils s'entassent dans une zone de 2km carrés encore tenus par l'opposition, sous les bombes.

Une minute de silence pour toutes les victimes d'Assad et ses alliés, dans toute la Syrie, et à Alep en ce moment même.

Rappelons que, comme dans beaucoup d'autres endroits libérés de Syrie, la société civile à Alep-est a tenté de faire une expérience d'autogestion. Ecoles et hôpitaux ont été gérés par le Conseil local de la ville, malgré les bombardements du régime, et des relations très difficiles avec les multiples groupes armés qui les entouraient.

Cette expérience, menée dans des conditions invraisemblables n'a jamais reçu aucun soutien à Alep comme ailleurs, au point que les noms des personnalités locales concernées sont toujours restées parfaitement inconnus du public.

Je voudrais vous lire trois paroles qui sont parvenues d'Alep-est cette semaine.

La première, celle d'un médecin resté sur place, Hamza Al Khatib, qui a lancé il y a quelque temps une pétition qui a connu un certain succès.

Il écrit mardi 13 décembre :

« Je vous écris de la part de mes collègues qui ces derniers mois travaillent dur pour porter secours aux habitants de l'un des endroits de Syrie les plus ravagés par la guerre. Je vous écris alors que la violence à Alep-est a atteint des sommets d'ignominie. Des dizaines de milliers d'habitants sont à présent pris au piège dans un territoire tenu par l'opposition à Alep. Nous sommes horrifiés par la purge lancée par le gouvernement syrien et ses alliés qui détiennent et, selon l'ONU, exécutent sommairement des centaines de civils.

Notre futur est dangereusement incertain. Parce que nous avons vu des civils tombés entre les mains des forces gouvernementales, nous avons peur de ce qui peut arriver.

Vous qui continuez à vous soucier des habitants d'Alep, ma ville, et qui avez valorisé aux yeux de tous le travail des humanitaires restés à Alep à mes côtés, je vous demande encore une fois de nous soutenir. En effet, nous avons plus que jamais besoin de votre voix.

Alors que la situation est critique, je vous demande de contacter votre ministre des Affaires étrangères pour lui demander de mettre un place un plan d'urgence pour protéger les civils

d'Alep-est et de faire pression sur le régime syrien et la Russie pour permettre l'évacuation des 100 000 personnes prises au piège à Alep-est. »

La deuxième parole est celle d'Ahmad Alhamdo, professeur à Alep, dont le message a été largement diffusé sur les réseaux sociaux, et aussi dans la presse.

Il dit, toujours le 13 décembre:

« Les milices d'Assad sont à 300m, nous n'avons nulle part où aller, ce sont les derniers jours. J'espère que vous pouvez faire quelque chose pour les gens d'Alep, pour ma fille, pour les autres enfants. J'espère que vous pouvez faire quelque chose pour arrêter les massacres attendus. Ne croyez plus dans les Nations Unies. Ne croyez plus en la communauté internationale. Ne pensez pas qu'ils sont insatisfaits de ce qui est en train de se passer. Ils sont satisfaits qu'on nous tue. La Russie ne veut pas nous laisser sortir vivants. Ils nous veulent morts. Assad c'est pareil. Hier exactement, il y avait beaucoup de célébrations dans l'autre partie d'Alep. Ils célébraient leur victoire sur nos corps. C'est comme ça. C'est la vie. Mais au moins, ce qu'on a pour nous, c'est qu'on a été libres. Nous voulions la liberté. Nous ne voulions rien d'autre que la liberté.»

La troisième parole est celle du maire d'Alep est Brita Hagi Hassan, présent en Europe en ce moment.

Il dit hier :

« Messieurs les présidents de l'Union Européenne
Je ne vous demande pas de sauver nos rues étroites, nos souks, nos murs, c'est fini.
Je ne vous demande pas de faire revenir les vies perdues, c'est fini.
Je ne vous demande pas de sauver la liberté, c'est fini.
Je ne vous demande plus.
Je vous demande encore de sauver ce qui reste de nos vies, nos femmes et nos enfants.
Demain matin, vous serez rassemblés à Bruxelles en conseil européen. Je ne vous demande rien, sinon de me recevoir et d'entendre mon témoignage. »

Devinez ce que fait François Hollande pendant ce temps.

Il inaugure une gigantesque exposition au Grand Palais où sont projetées en trois dimensions des images des sites archéologiques « perdus » de Syrie et d'Irak, afin qu'on s'en souvienne, dit-il.

Autrement dit il enterre vivants les trois personnes que je viens d'évoquer, et tous ceux au nom de qui elles parlent.

La mobilisation citoyenne est tout ce qui nous reste face au cynisme des dirigeants, on est loin du compte, mais continuons.

Merci beaucoup.